

Les nouveaux récits de l'Afrique

Écrire l'Histoire africaine

La France au miroir de l'Afrique

Céline Labrune Badiane

[IEA de Nantes, 2017-2018]

Les recherches de Céline Labrune-Badiane portent sur l'histoire de l'école en Afrique de l'Ouest et, plus récemment, sur les processus de construction identitaires dans l'Atlantique noir à l'époque contemporaine. Elle s'intéresse particulièrement aux trajectoires individuelles et à la façon dont les acteurs s'affranchissent des contraintes et des identités imposées. Lauréate du prix Louis Cros pour sa thèse de doctorat en 2009, elle vient de publier, avec Étienne Smith, *Les hussards noirs de la colonie. Instituteurs et petites patries en AOF* (Karthala, Paris, 2018).



Labrune-Badiane2017©Chelory

L'HISTOIRE DANS LA CONSTRUCTION D'UN RÉCIT COLONIAL ET POSTCOLONIAL EN AFRIQUE DE L'OUEST

Contrairement à un mythe encore largement répandu, en Afrique Occidentale Française (AOF), « Nos ancêtres les Gaulois » fut loin d'être enseigné partout, et tout le temps. Ce fut le cas principalement dans les écoles urbaines, pour l'essentiel dans les Quatre communes du Sénégal, dont les habitants étaient citoyens français, où les programmes étaient de ce fait alignés sur ceux enseignés en métropole. Mais dans les écoles régionales et rurales d'AOF, l'enseignement est alors « adapté », pour ne pas dire cantonné, aux réalités géographiques, historiques, sociales et économiques locales, pour des raisons pédagogiques (partir du « connu » de l'élève), politiques (développer un sentiment d'appartenance à l'Empire) et idéologiques (empêcher la formation de « déracinés » et l'exode rural). L'objectif est d'enraciner les élèves dans leur terroir, de leur inculquer l'amour de leur « petite patrie », et de la France, leur « Grande patrie ». Cette idéologie des « petites patries », née dans le contexte des débuts de la III^e République en métropole, ne fut pas simplement exportée dans les colonies. L'AOF en a aussi été un laboratoire, mais c'est une version nettement conservatrice de l'adaptation qui y est mise en œuvre, particulièrement dans l'entre-deux-guerres. Cette spécificité dessine les contours de l'école coloniale, qui n'est pas un simple décalque de l'école métropolitaine.

L'histoire locale (du village, du canton, du cercle, de la région...) et celle de l'AOF, inscrites dans l'histoire impériale et subordonnée à la téléologie de la conquête et de la domination coloniale, ont ainsi été enseignées. L'histoire est alors conçue comme un outil de propagande par le pouvoir colonial, glorifiant le rôle prétendument « pacificateur » et « civilisateur » de la France. Ainsi l'on enseignait que l'Afrique avant la colonisation était en proie aux « luttes intestines », aux « razzias », à la famine et aux épidémies, et l'on insistait sur

.....

Après les indépendances, les dirigeants des nouveaux États africains ont misé sur l'éducation pour former et consolider une conscience nationale et panafricaine.

.....

ce qui explique l'opposition des élites africaines, et de quelques acteurs éducatifs européens d'AOF, à l'idée même d'adaptation. Les témoignages des élèves et des enseignants ainsi que les rapports d'inspection montrent que l'application du programme adapté a dépendu des maîtres, certains refusant de le mettre en œuvre car ils le considéraient comme un enseignement « au rabais » ou, plus simplement, parce qu'ils n'avaient pas les outils didactiques pour le faire, comme nous l'avons montré avec Étienne Smith dans notre ouvrage, *Les hussards noirs de la colonie. Instituteurs et petites patries en AOF*.

Après 1945, l'adaptation ne fut pas remise en cause. Néanmoins, elle ne devait plus se faire au détriment de l'égalité de statut, de diplôme et de niveau. On note ainsi une continuité des principes de l'adaptation entre les périodes, des années 1930 aux années 1950, voire au-delà des années 1960, même si le vocabulaire et les buts définis changent.

Après les indépendances, les dirigeants des nouveaux États africains, issus pour la plupart des rangs de l'école coloniale, misent alors sur l'éducation – et mobilisent l'histoire – pour former et consolider une conscience nationale et panafricaine. Ce fut dans le cadre de l'Union africaine et malgache puis de l'Organisation commune africaine et malgache, sous l'égide de la France, qu'une réflexion à propos des politiques éducatives à mettre en œuvre fut menée. Des experts, enseignants et chercheurs, français et africains, se réunirent à Abidjan en avril 1965 puis à Tananarive en mars 1967 afin d'africaniser les programmes d'histoire et de géographie. Certains d'entre eux posèrent le problème de l'équivalence des diplômes validant les programmes africanisés par rapport aux diplômes français. Comme le rapporte l'historien Abdoul Sow, celle-ci fut garantie par un inspecteur français de l'éducation nationale qui assura que « des programmes différents permettant d'acquérir un même niveau de culture pouvaient conduire à la délivrance de titres équivalents ou identiques ». À chaque niveau, des parties consacrées à l'histoire de l'Afrique – envisagée à l'échelle continentale et régionale plutôt que nationale – sans pour autant laisser de côté l'histoire d'autres espaces géographiques ont été insérées.

Des outils didactiques (les *dopedocs*, dossiers pédagogiques documentaires, manuels scolaires...) sont parallèlement créés. La production de savoirs scolaires et scientifiques est étroitement liée : ce qui est enseigné reflète alors les grandes tendances de l'historiographie de l'époque, non sans controverses et limites.

Si l'adaptation de l'enseignement – désormais appelée « africanisation » – dans les anciennes colonies françaises d'Afrique de l'Ouest n'est pas un projet nouveau, l'indépendance marque néanmoins une rupture de taille sur le plan idéologique et politique. Ce n'est pas tant la place de l'Afrique dans les programmes d'histoire qui est nouvelle que la manière dont elle est enseignée. Dès les années 1950 et jusqu'aux années 1970, les historiens africains se sont attelés à déconstruire le récit colonial véhiculant une image de l'Afrique a-historique. Une contre-histoire est ainsi promue : en lieu et place des « héros », des dates et des faits de l'histoire de la conquête coloniale alors célébrés, sont présentés celles et ceux qui symbolisent la résistance à la colonisation. L'Afrique d'avant la colonisation est réhistoricisée et l'écriture de son histoire est réidéologisée et décolonisée : la volonté de réhabiliter les sociétés et les cultures africaines est alors manifeste, les historiens associant démarche scientifique et militante, parfois aux dépens de la complexité historique.

S'il y eut bel et bien d'emblée une volonté politique de décoloniser l'éducation et d'assigner de nouveaux objectifs à l'école, les continuités furent réelles dans ce contexte où les moyens étaient bien insuffisants par rapport aux besoins. Les indépendances avaient mis fin à la politique éducative malthusienne de l'État colonial mais ses effets se faisaient encore sentir et l'on manquait cruellement d'enseignants, de classes ou encore d'outils didactiques pour faire face aux demandes sociales croissantes d'école. Outre ces contraintes d'ordre matériel, le chantier de la décolonisation des savoirs, de la production de nouveaux savoirs et la construction d'un nouveau champ historiographique est à peine ouvert et s'avère immense. De ce fait, la transition – la décolonisation – ne s'est pas faite en un jour, et il fallait africaniser le personnel, les programmes, les manuels, etc. Ce fut fait à des rythmes différents selon les pays. À partir des années 1970, des réformes en profondeur des systèmes scolaires ont été mises en place dans différents pays (Sénégal, Togo, Bénin...). La balance penche désormais moins en faveur d'une africanisation que d'une nationalisation (Sénégalisation, Ivoirisation, etc.) de l'école.

.....

Pour aller plus loin

Retrouvez l'article de Céline Labrune-Badiane ainsi que des contenus et références complémentaires sur fellows.rfiea.fr

Alexie Tcheuyap

[Collegium de Lyon 2016-2017]

LA FRANCE EN PROCÈS DANS LES ÉCRITURES AFRICAINES

La colonisation a porté la question de la représentation de l'Autre au cœur de l'écriture. Dans le cas de la France, on pourrait la formuler ainsi : comment narrer son maître ? Comment la fiction peut-elle dire souffrances et enthousiasmes face à un colon qui viole votre espace, vos corps, vous enseigne sa culture tout en vous cachant sa science ? Comment énoncer la dépossession de ressources, l'imposition de suppléants locaux à l'« indépendance » ainsi qu'une « monnaie coloniale », le franc CFA, contre lequel de nombreux jeunes se mobilisent sur le continent ? Ces questions restent d'autant plus importantes que l'Afrique s'invite dans la politique française. Depuis Jacques Foccart en passant par Loïk Le Floch-Prigent ou Vincent Bolloré, politiciens, hommes d'affaires et sociétés de l'Hexagone (dé)font les gouvernements africains et provoquent des conflits meurtriers, comme au Congo. En Afrique, on se souvient du président Sarkozy pour au moins deux choses : le financement de sa campagne présidentielle par le dictateur libyen Kadhafi, puis son calomnieux discours de Dakar : « Je ne suis pas venu nier les fautes ni les crimes, car il y a eu des fautes et il y a eu des crimes. L'Afrique a sa part de responsabilité dans son propre malheur. On s'est entre-tué en Afrique au moins autant qu'en Europe. [...] La colonisation [...] n'est pas responsable des guerres sanglantes que se font les Africains entre eux. Elle n'est pas responsable des génocides. Elle n'est pas responsable des dictateurs. [...] Le drame de l'Afrique, c'est que l'homme africain n'est pas assez entré dans l'Histoire. »

Alexie Tcheuyap

Alexie Tcheuyap est professeur titulaire et directeur du département d'études françaises de l'Université de Toronto. Spécialiste des littératures, cinémas et médias d'Afrique, il a été professeur invité dans divers pays et a obtenu de nombreuses subventions du Conseil de recherches en sciences humaines du Canada, dont récemment sur l'analyse des discours médiatiques sur la sécurité en Afrique. Il a (co)dirigé une dizaine de publications académiques, écrit une cinquantaine d'articles et plusieurs ouvrages, parmi lesquels : *De l'Écrit à l'écran* (2005) ; *Postnationalist African Cinemas* (2011) et *Autoritarisme, presse et violence au Cameroun* (2014).

Dans ce contexte, toute réflexion sur l'image de la France devient un procès : trajectoire, perspective, et mise en accusation. Pour saisir la France dans l'écriture, on peut, de manière schématique, partir des paradigmes de Frantz Fanon qui, dans *Les Damnés de la terre* (1961), énonce les étapes de la construction d'une culture nationale. Au départ existe une fascination pour les valeurs du maître cruel dont le colonisé fait un modèle. C'est « l'esprit d'Ariel », à savoir, le culte de la docilité. Cela donne naissance à des écrivains panégyristes comme Bakary Diallo, tiraillier sénégalais dans l'armée française. Malgré la domination terrifiante, son narrateur fait de la bonté la caractéristique essentielle de la France : « estimons-nous heureux pour nos parents, pour nous-même, d'être les serviteurs de la France et de travailler sous sa direction à unir les êtres humains de l'univers ». Cette fascination, on la retrouve chez l'écrivain camerounais Louis-Marie Pouka pour qui la France aurait sauvé l'Afrique. Il en est jusqu'à *Oublier l'amère patrie* d'Abdoulaye Gueye avec Siaka, « étudiant tchadien réfugié politique, tellement fasciné par De Gaulle qu'il troquerait volontiers son père contre le Général ».

Cet envoûtement, on le voit aussi dans *Une vie de boy* du Camerounais Ferdinand Oyono, où la beauté de l'épouse du Commandant déclenche des fantasmes chez tous les villageois. Mais le mythe de la grandeur est vite écorché par l'aventure de la Française avec un autre Blanc. Son mari devient la risée de la communauté, et son autorité s'écroule définitivement quand on découvre qu'il n'est pas circoncis. Dans l'anthropologie locale, il n'a pas subi l'épreuve de douleur de la vie : cela lui enlève toute considération et renverse la hiérarchie coloniale. La rencontre avec la France se déploie donc sous le mode de l'illusion et, aussi, de préjugés coriaces. Dans *La Trahison de Marianne*, le narrateur à qui le Tigre inocule l'amour de la « mère patrie » vit un choc en métropole : avec Mme Bruno, sa voisine, les problèmes de communication persistent ; sa logeuse Mme Lemaire le réduit à des stéréotypes, tout comme M. Bleu vers qui il sollicite un emploi. Tous ne voient dans le Noir que petitesse animale contrastant avec la grandeur française. Comment saisir l'immigration africaine en France, qui au final



n'est qu'une grande illusion, alors que, sous couvert de coopération, la transhumance de la France vers l'Afrique avait été présentée sous le prisme du messianisme ? Cette dimension était déjà amorcée dans *Le grand Blanc de Lambaréné* (1994) du réalisateur camerounais Bassek Ba Kobhio, qui dresse un portrait complexe d'Albert Schweitzer. Ce film montre un homme soignant avec patience, mais qui est violent, solitaire et déterminé à asseoir sa « grandeur ». Sa « médecine » tropicale, sa musique, son rapport avec les Noirs, tout lui permet de surplomber la hiérarchie locale. Figure impériale, il se dit « le » docteur dans un village où il est « spécialiste de tout » : chirurgien, dentiste, traumatologue, urologue, etc. Le Grand Blanc est d'autant plus grand que sa médecine, médiocre et douloureuse, produit les conditions de possibilité de sa grandeur : les malades eux-mêmes. Sa blancheur est construite sur l'entretien de l'obscurité, et son expertise s'accommode d'un charlatanisme médical. Il est la figure annonciatrice du coopérant aux compétences douteuses envoyé en Afrique. Si Schweitzer peut sembler soucieux de ses malades, l'image récurrente au cinéma est celle de Français cruels et insensibles. Dans *La Noire de...* (1966), film de Sembène Ousmane, c'est le traitement que lui infligent ses patrons qui pousse Diouana au suicide. L'enjeu de l'hospitalité républicaine, qui ponctue une large production culturelle, vient d'être repris par le réalisateur

tchadien Mahamat Saleh-Haroun dans *Une saison en France* (2018) au sujet du droit des réfugiés. Comment concilier amour, espoir et « destin administratif » des « immigrés » ? Où est la France de 1789 ? C'est la question que se pose déjà le narrateur dans *La Trahison de Marianne* : « Était-il possible que la France se soit trahie ? Qu'elle ait trahi sa mission et ses idéaux ? ». Pourquoi un pays libéré de l'Allemagne nazie grâce à une coalition anglo-américano-africaine peut-il commettre de tels massacres ?

De toute évidence, **la relation entre la France et l'Afrique se caractérise par un paradoxe : l'invitation et le rejet, l'attrait et la répulsion**. Sinon, comment comprendre que l'Africain de l'époque coloniale ou son descendant né en France oscille entre citoyenneté et indigénat ? Peut-on déterminer les relations franco-africaines autrement que par l'assistance, la raison humanitaire, et la figure du Grand Blanc ? Clairement, cette dernière est désormais déconstruite. Au-delà des dictatures entretenues par Paris, le continent produit ses propres figures de grandeur et de succès. Ce que les romans de l'écrivain malien Moussa Konaté montrent avec les prouesses et la rectitude du Commissaire Habib, c'est qu'une autre Afrique reste possible. Avec, sans, et au-delà de cette France prédatrice. En effet, au vu de l'entrée des Chinois, des Indiens et des Turcs dans l'économie et des positionnements géopolitiques des Russes et des Américains, l'Afrique peut s'émanciper de la France et choisir ses prédateurs. Ou mieux ses partenaires, si elle est intelligente comme les Béninois, les Éthiopiens et les Sénégalais.

Pour aller plus loin

Retrouvez l'article d'Alexie Tcheuyap ainsi que des contenus et références complémentaires sur fellows.rfiea.fr

4 instituts d'études avancées en réseau

IMéRA, IEA d'Aix-Marseille
Collegium de Lyon
IEA de Nantes
IEA de Paris

Direction éditoriale

Olivier Bouin



Contactez-nous !

Fondation RFIEA
Julien Ténédos
Aurélien Louchart
contact@rfiea.fr
01 40 48 65 57



rfiea.fr

54 bd Raspail
75006 Paris

PUBLICATION

Céline Labrune-Badiane, résidente 2017-2018 à l'**IEA de Nantes**, vient de publier avec Étienne Smith aux éditions Karthala *Les hussards noirs de la colonie. Instituteurs et petites patries en AOF*. Première exploration systématique du corpus des publications des instituteurs ouest-africains, ce livre pionnier offre un aperçu inédit de la « bibliothèque coloniale ». On y découvre que ces écrits ont jeté les bases d'une affirmation culturelle, concomitante de la négritude parisienne, mais ancrée dans une « négritude de terrain », profondément ambivalente, la prise de parole des instituteurs étant soumise à la censure de la hiérarchie administrative.

Céline Labrune-Badiane et Étienne Smith, *Les hussards noirs de la colonie. Instituteurs et petites patries en AOF* (Karthala, Paris, 2018).



COLLOQUE

L'histoire militaire a accompli un long chemin depuis les cinquante dernières années. On sait désormais que la guerre constitue un des facteurs les plus puissants d'évolution à l'intérieur d'une société.

Jasper Heinen (résident 2017-2018 de l'**IEA de Paris**), Mareike König (IHA Paris) et Odile Roynette (Université Bourgogne Franche-Comté) organisent une journée d'étude sur les formes de la rencontre et celles des transferts en temps de guerre, en se concentrant sur un long dix-neuvième siècle (1789-1914).

28 juin, 15h, à l'**IEA de Paris**, 17 quai d'Anjou, 75004 Paris

29 juin, à l'institut historique allemand, 8 rue du Parc Royal, 75003 Paris
Inscription obligatoire sur le site de l'IEA

APPEL À CANDIDATURES

L'**IMéRA** et ses partenaires lancent 4 appels à candidatures pour des résidences de 5 à 10 mois en 2019-2020. « Art, science et Société », « Méditerranée », « Rencontres Sciences et Humanités », « Phénomènes globaux et régulation » : à chaque programme sont associés des résidences dans le cadre général et d'autres spécifiques, cogérées par les partenaires locaux, nationaux ou internationaux. Les 4 appels sont ouverts aux chercheurs de toutes les disciplines, ainsi qu'aux artistes et écrivains pour les programmes « Art, sciences et société » et « Méditerranée ». Les candidatures doivent exclusivement être effectuées en ligne, sur le site de l'IMéRA.

Date limite des candidatures : le jeudi 20 septembre 2018 à 13h.
Site web de l'**IMéRA** : <http://candidatures-imeram.univ-amu.fr>